

PRÉFECTURE
DES
ALPES - MARITIMES

NICE, LE

SERVICE
DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

SECTION III

YD/PL
26/3/71

Dossier 7.800

LE PREFET DES ALPES MARITIMES
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi du 19 Décembre 1917 et le décret du
1er Avril 1964 relatifs aux établissements dangereux, insalubres
ou incommodes,

VU la demande formulée par M. ANDLAUER, domicilié
à NICE, 3 Av. Depoilly, en vue d'être autorisé à installer à
GILETTE, lieudit " La Mesta", une usine de fabrication de produits
chimiques de synthèse, établissement de 2ème classe rangé sous
le N° 259 - A - 1° - b de la nomenclature,

L'établissement comprendra en outre :

1/ - un dépôt de liquides inflammables de la 1ère
catégorie (acétone, toluène),

Quantité inférieure à 2.000 l - 3ème classe
(N° 254 - A - 2° - c de la nomenclature)

4/ - un dépôt de liquides inflammables de la 2ème
catégorie (fuel) 15.000 l. 3° classé (N° 255 - 3° de la nomencla-
ture),

3/ - des installations de réfrigération d'une capaci-
té supérieure à 3.000 frigories-heure, 3ème classe (N° 261 - 1°
de la nomenclature),

VU le procès-verbal de l'enquête à laquelle il
a été procédé,

VU les avis émis par M.M. le Directeur départemen-
tal de l'Équipement et du Logement, l'Inspecteur départemental
des services d'incendie et de secours, le Directeur départemental
du Travail et de l'Emploi, Inspecteur des Etablissements Classés,

VU l'avis émis par l'Inspecteur du Travail,

VU l'avis émis par M. le Directeur départemental
de l'Agriculture,

VU l'avis émis par M. le Maire de GILETTE,

VU l'avis émis par le Conseil départemental
d'Hygiène,

les
VU l'arrêté de sursis à statuer des 8 Mars 1971,
7 Avril et 10 Mai 1971,

VU l'ensemble des pièces du dossier,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général
de la Préfecture,

.../...

A R R E T E :

ARTICLE Ier.- M. ANDLAUER est autorisé aux conditions suivantes et en conformité des plans et des descriptions produits par lui, à installer à GILETTE, lieudit " La Mesta", une usine de fabrication de produits chimiques de synthèse :

- les prescriptions générales ci-annexées devront être strictement appliquées (Arrêtés-type n°s 254, 255, 361),

- l'utilisation des produits toxiques cités à l'article 2 de l'arrêté du 10 Août 1961 est interdite,

- la réserve d'eau d'incendie devra être équipée d'au moins deux raccords A.R. de 100 m/m pour permettre le raccordement des engins pompes,

- les produits ci-après :

alcool éthylique, acétone, alcool méthylique, toluène entreposés en fûts métalliques, devront être placés sur des aires de stockage étanches et aménagées avec une pente telle qu'en cas de déversement fortuit, les produits soient recueillis dans une citerne étanche,

- la citerne de fuel-oil devra être placée dans un double cuvelage visitable et abrité de la pluie,

- les eaux résiduaires de toute nature qui pourraient être rejetées devront être conformes aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 Juin).

.../.....

ARTICLE 2.- La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire cessera de porter effet, en cas d'inexécution des travaux dans un délai de deux ans à compter de la date du présent arrêté préfectoral, ou encore si l'exploitation de l'établissement venait à être interrompue pendant deux années consécutives.

ARTICLE 3.- Toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la Préfecture devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 4.- L'exploitant devra se conformer par ailleurs aux dispositions édictées aux Chapitres I et II du Livre II du Code du Travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et notamment à celles précisées par le décret n° 6 2-1454 du 14 Novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

ARTICLE 5.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6.- Avant la mise en activité de l'établissement, et au plus tard au terme du délai de deux ans imparti à l'article 2 ci-dessus, le permissionnaire devra justifier auprès de la Préfecture (Service des Etablissements Classés) qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. Il devra en outre se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

ARTICLE 7.- Conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 1er Avril 1964, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de GILETTE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ladite Mairie.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins de M. le Maire de GILETTE et aux frais du permissionnaire, dans un Journal d'annonces légales du département.

ARTICLE 8. Une ampliation du présent arrêté notifié par la voie administrative à M. ANDLAUER, sera adressée

I°/ à M. le Maire de GILETTE spécialement chargé d'assurer la publication prescrite à l'article 7 ci-dessus et de faire parvenir à la Préfecture un exemplaire du Journal contenant cette insertion.

.../....

- 4 -

2°/ à M. le Directeur Départemental du Travail
et de l'Emploi, Inspecteur des Etablissements Classés et à
M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie
et de Secours, chargés chacun en ce qui le concerne, d'en
assurer l'application.

FAIT à NICE, le 14^e juin 1971

LE PRÉFET :

R. G. THOMAS